

## De la crise sanitaire de la Covid 19 à une crise de civilisation

Mesdames et Messieurs les élus,

Vous qui avez choisi de vous mettre au service de vos concitoyens, de les écouter et de les représenter, vous qui portez la France dans votre cœur, reconnaissez-vous votre propre pays ?

Cette France des libertés et des droits de l'Homme, qu'est-elle devenue ? Cette République, dont le Président s'est permis d'interpeller violemment, début janvier 2022, les Français non-vaccinés puis de leur renier le statut de citoyens, n'est-elle pas à bout de souffle ?

Il ne reste aujourd'hui de cette France qu'un idéal, qu'une illusion de démocratie à laquelle de nombreux Français s'accrochent, refusant de voir ce qui pourtant ne peut plus être occulté, refusant de croire ce qui ne peut plus être contesté :

- le plan pandémie grippale n'a pas été réactualisé depuis 2014
- 5 rapports ([1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)) ont critiqué la gestion de la crise sanitaire, aucun n'a été pris en compte
- [celui du Sénat](#) reproche au gouvernement d'avoir « sciemment dissimulé » le fiasco des masques
- les décisions sont prises dans l'opacité des réunions d'un [conseil de défense sanitaire](#)
- le gouvernement s'appuie sur le [cabinet McKinsey](#) qui a été condamné pour tactiques marketing cyniques et délibérées et pour son rôle dans la crise des opioïdes aux Etats-Unis, à l'origine d'environ 400.000 décès
- la crise est gérée par la peur, la culpabilisation et des techniques d'ingénierie sociale
- la gestion de la crise a enterré la [démocratie sanitaire](#)
- le conseil scientifique est entaché de [conflits d'intérêt d'ordre financier](#)
- il y a une absence de débat contradictoire entre les différentes approches de la maladie
- les autorités sanitaires ont même décrété de façon dogmatique qu'il n'y avait pas de traitement
- les médecins de ville ont perdu leur liberté, ont été empêchés de prescrire, voire menacés s'ils soignaient, et certains pharmaciens refusaient d'honorer des ordonnances
- alors que l'hôpital est régulièrement saturé l'hiver depuis des années par manque de moyens et de lits, il a continué à être démantelé malgré la crise avec une suppression de lits en [2020](#) et [2021](#)
- on confond des tests PCR positifs (les « cas ») et les malades avec une infection respiratoire
- une grande partie de la littérature scientifique est entachée par la [corruption](#)
- de sérieux doutes existent sur la [qualité des données](#) et sur la capacité des fabricants de vaccins ARNm à fournir une évaluation sûre, objective et impartiale
- les contrats entre l'Union européenne et les laboratoires pharmaceutiques [sont opaques](#)
- le laboratoire Pfizer a été régulièrement condamné pour des [pratiques commerciales frauduleuses](#)
- les laboratoires sont [exemptés juridiquement de toute responsabilité](#)
- l'Agence européenne du médicament est [financée à 85 % par l'industrie pharmaceutique](#)
- on a imposé une solution unique (la vaccination) et rejeté systématiquement les autres approches
- les vaccins à ARNm n'empêchent pas la transmission ni l'infection, et leur faible durée d'efficacité impose un rappel tous les 3 mois, avec des risques [d'auto immunité](#) ou de [maladie aggravée](#)
- la balance bénéfiques/risques des vaccins à ARNm ne sera connue qu'en 2023 ou 2024
- des 4 vaccins initialement autorisés, les deux vaccins à ADN ont déjà été suspendus
- le nombre considérable d'effets indésirables ([110.000 en 11 mois pour les vaccins à ARNm, 45.000 chaque année tous médicaments confondus](#)) dont 24 % de graves, et le nombre de décès suspectés d'être en lien avec les vaccins à ARNm auraient aussi dû faire suspendre ce type de vaccin
- il n'y a pas eu de groupe contrôle dans cette expérimentation de phase 3, ce qui aurait permis d'analyser les effets indésirables de façon indubitable
- l'interchangeabilité des vaccins à ARNm des différents fabricants afin de compléter le schéma de primo-vaccination ou pour la dose de rappel n'a pas été établie

- le code de déontologie impose la [prudence dans l'utilisation des remèdes insuffisamment éprouvés](#), ce d'autant que l'on ignore les risques à long terme ([perte d'intégrité de l'ARNm, cancer...](#))
- l'entreprise française Valneva qui travaillait sur un vaccin à virus inactivé (donc avec une technique éprouvée) n'a pas reçu d'aide de l'Etat français et a dû faire son développement au Royaume-Uni
- l'interdiction des traitements précoces a mis les français devant une obligation de fait : si je veux me protéger ou protéger ma famille, je dois me vacciner avec un produit expérimental en phase 3 sans aucune alternative
- les français refusant de subir une expérimentation médicale en phase 3 n'ont pas eu accès à des thérapies précoces qui auraient pu épargner un grand nombre de vies, puisque les médecins généralistes ont été sommés par leurs instances supérieures de ne rien faire
- l'origine artificielle du virus semble maintenant la plus probable mais il n'y a pas eu de débat.

## **Il est donc légitime de réclamer, dans le cadre d'une approche médicale globale**

- [un débat contradictoire au sein du conseil scientifique](#) avec exclusion des participants présentant des conflits d'intérêt, la suppression de conflits d'intérêt [de type école de pensée](#) avec une représentation égalitaire de membres ayant des approches différentes de la maladie, [la présence d'usagers de la santé qui ont une véritable expertise sur la Covid 19](#)
- une gestion par le dialogue, la confiance, la transparence au sein d'un comité de pilotage
- un suivi sur la base de données fiables, c'est-à-dire des indicateurs basés sur la réalité de la maladie observée sur le terrain : le nombre de cas d'infections respiratoires à Covid 19 (selon les données du Réseau sentinelles), le nombre d'hospitalisations en réanimation, et le nombre de morts
- [une quantification de la charge virale](#) pour mener de façon efficace une politique de contact-tracing
- un médecin généraliste remis au centre du système de soins et indépendant dans sa prescription, permettant l'accès aux soins et aux traitements précoces pour les formes symptomatiques de la maladie afin d'éviter les formes graves, avec un repositionnement de molécules anciennes ([ivermectine, clarithromycine...](#)) dans le cadre d'une recommandation temporaire d'utilisation
- des études observationnelles sur un ensemble thérapeutique en médecine de ville, en complément des études randomisées qui ne portent que sur une seule molécule
- des gestes barrières cohérents et qui ont fait leur preuve (aération ou purification de l'air, lavage des mains, masques dans les transports),
- le développement de la prévention et du renforcement immunitaire (dont la [Vitamine D](#)), l'immunité naturelle acquise après infection étant bien supérieure à l'immunité acquise par les vaccins à ARNm
- un renforcement des moyens financiers alloués à l'hôpital et une formation des soignants
- une liberté vaccinale avec une information claire et loyale, des vaccins sûrs, validés, à virus tués ou avec un [fragment non toxique de la protéine spike](#), à adapter par le médecin aux risques liés aux tranches d'âge pour chacun
- un suivi précis et transparent des effets secondaires graves et des morts liés aux vaccins Covid
- des laboratoires pharmaceutiques responsables en cas d'effets secondaires graves
- une totale clarté sur les contrats avec les laboratoires pharmaceutiques
- une vérification sérieuse de la méthodologie des études scientifiques et des données des laboratoires
- des agences de réglementation des médicaments indépendantes financièrement
- un pass sanitaire basé exclusivement sur des tests, quel que soit le statut vaccinal, ce tant qu'un pass sanitaire reste justifié
- la prise en compte de l'immunité naturelle acquise post-infection, attestée par une simple sérologie

## **Pourquoi le refus de la rigueur scientifique et du débat contradictoire ?**

Etant donné le refus de toute remise en question d'une approche médicale unique (le vaccin à ARNm) et le refus de tout débat sur une approche médicale globale, on pourrait penser que le gouvernement tente de cacher son incompétence en stigmatisant, [à tort, et sans justification](#), les non vaccinés.

Cependant, l'uniformisation des modalités de gestion de la crise dans de nombreux pays, et en particulier en Europe, ainsi que l'uniformisation du traitement médiatique, amènent à formuler une autre hypothèse, celle d'une action délibérée de la part des gouvernements.

Pour beaucoup de Français, cette hypothèse est difficilement admissible car il faudrait accepter l'idée qu'un gouvernement puisse nuire à sa propre population. Or nous avons tous des besoins fondamentaux de sécurité et de protection. Prendre conscience qu'un gouvernement maltraite sa population remettrait en question le confort apparent de notre quotidien et générerait une telle angoisse que des mécanismes de défense, comme le déni, se mettraient en place automatiquement pour mettre l'angoisse à distance.

Le gouvernement pourrait donc compter sur un déni de réalité de la part de ceux qui sont pourtant victimes de sa politique, et en particulier des personnes vaccinées qui ont été abusées par la propagande d'une pensée médicale unique. Le gouvernement peut également compter sur des biais cognitifs qui font qu'il est difficile d'admettre et de reconnaître que l'on s'est trompé, ou pire, que l'on a été trompé, surtout lorsqu'il s'agit d'un gouvernement censé nous protéger.

Pour les gouvernements, et en Europe particulièrement, la stratégie semble donc reposer sur les points suivants :

- cacher la guerre menée depuis les années 1980 contre les peuples par une oligarchie politique, financière, l'industrie du numérique, les multinationales, une guerre menée au moyen du libre-échange mondial qui a paupérisé les classes moyennes et ouvrières, démantelé les services publics et l'hôpital pour imposer les normes du marché, une guerre qui a provoqué une perte de souveraineté dans des secteurs stratégiques tels que la santé (d'où la dépendance de l'Europe envers la Chine et l'Inde pour les médicaments et le matériel médical), une guerre qui a dépossédé les Etats du pouvoir de création monétaire puis les a mis sous le contrôle des marchés financiers du fait de l'augmentation de la dette et de la financiarisation de l'endettement
- jouer sur la peur pour sidérer, bloquer la pensée et faire croire à un sentiment de protection par la vaccination
- extorquer un consentement en faisant un chantage à l'exclusion de la vie sociale ou professionnelle
- étiqueter les non vaccinés d'anti vax pour susciter une confrontation entre les vaccinés et les non vaccinés, de manière à faire disparaître le véritable débat scientifique entre une pensée médicale unique (le vaccin à ARNm) et une approche médicale globale (où les vaccins sont un outil parmi tout un ensemble de solutions thérapeutiques)
- diviser la population, les familles
- faire croire que les non vaccinés sont responsables de la crise sanitaire en les stigmatisant, et ainsi les mettre en position de boucs émissaires
- alimenter un clivage de plus en plus profond, voire un climat de haine dans la population
- laisser monter au créneau un parti politique, une partie du corps médical ou de la population pour réclamer une obligation vaccinale généralisée, pour faire en sorte que cette demande ne vienne pas directement du gouvernement
- instaurer une vaccination obligatoire au nom d'un pseudo principe démocratique, la loi de la majorité faisant office de vérité scientifique puisque la science est instrumentalisée (les vaccins à ARNm sont incapables de contrôler la circulation du virus, ils pourraient même l'amplifier, la vaccination de masse risquant de provoquer la multiplication de variants plus contagieux selon les [déclarations du Pr Delfraissy et autres membres du conseil scientifique](#))
- contrôler et neutraliser si besoin tout mouvement contestataire d'une ampleur bien supérieure à celui des gilets jaunes (on sait que la ministre des armées est membre du conseil de défense sanitaire), peut-être même susciter l'émergence d'un mouvement de révolte pour mieux l'anéantir
- présenter le virus comme le responsable de la crise économique en cours et à venir alors que notre système économique est au bord du gouffre depuis la crise financière de 2008, et que [l'on annonçait en 2018](#) une crise économique et financière majeure en 2019.

## Une crise de civilisation

Selon le [rapport de l'IPBES](#), nous entrons dans l'ère des pandémies du fait de l'impact des activités humaines sur les éco-systèmes. Les manipulations de virus en laboratoire contribuent aussi à l'émergence de nouveaux virus. A cette atteinte contre le vivant en général se surajoute une guerre contre l'humain : la responsabilité de la crise incombe à un système économique et financier prédateur auquel obéissent de nombreux gouvernements.

Pour les citoyens, il s'agit de prendre conscience de la guerre contre les peuples menée par le néolibéralisme depuis les années 80 au travers des directives européennes qui s'imposent à la France. La gestion de la crise Covid n'a fait qu'acter définitivement [l'instrumentalisation de la science](#), la violation des droits et des libertés pourtant reconnus par une multitude de textes nationaux, européens et internationaux, la disparition de la démocratie, la destruction de la santé publique avec un impact majeur sur les jeunes (balance bénéfiques/risques des vaccins défavorable, [troubles des apprentissages psycho sociaux](#), [hausse spectaculaire des tentatives de suicides](#) ....).

L'objectif probable est l'évolution vers un modèle de contrôle social à la chinoise : mondialisation du commerce, société de surveillance, contrôle de l'oligarchie sur une société digitalisée, déshumanisée, avec perte de toute éthique.

A terme, nul ne pourra rester indifférent face à ce qui se présente déjà, du fait de son ampleur, comme une crise de civilisation inédite dans l'histoire de l'humanité. En outre, bien que pour le moment seuls les non vaccinés soient stigmatisés, personne ne sera épargné à l'avenir.

Ainsi, chaque citoyen sera amené à réfléchir au sens de sa vie, au type de société dans laquelle il souhaite vivre, et à s'engager pour défendre des valeurs d'humanité.

Il est évident qu'un système qui a été aussi loin dans la maltraitance, dans le mensonge, l'extorsion de consentement ou la corruption, ne résistera pas au réveil des peuples qu'il a tenté d'asservir.

Quant à vous, élus, il vous revient dès maintenant de prendre vos responsabilités, et de choisir

- soit d'être complices d'une oligarchie en toute connaissance de cause,
- soit de contribuer avec vos concitoyens à l'émergence d'une nouvelle société, et à un renouveau civilisationnel.

Nous vivons actuellement une période charnière de notre Histoire, car quoi qu'il advienne, il n'y aura pas de retour en arrière possible.

Deux chemins opposés se distinguent à présent, à vous de choisir le vôtre.